

Direction des soutiens directs agricoles

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Agence de services et de paiement (ASP)

2, rue du Maupas

87040 LIMOGES cedex 1

Annexe n°1 « Contexte général du programme SIGC »

En bleu : les éléments de contexte concernant le Marché LDA.2026

Table des matières

1	OBJECTIFS DE L'ANNEXE	3
2	REFORME DE LA PAC 2023	3
2.1	GESTION DES EXPLOITANTS	3
2.2	LE DISPOSITIF 3STR	3
2.3	LES AUTRES EVOLUTIONS MAJEURES PAC 2023	4
2.4	LE RAPPORT DE PERFORMANCE PAC 2023	5
3	CONTEXTE A VENIR POUR LE FUTUR DES SI.....	6
3.1	LES INVARIANTS DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION ET DE CONTROLE.....	6
3.2	LA BILAN DE SANTE A MI-PARCOURS POSSIBLEMENT EN 2025 DE LA REFORME PAC 2023/2027	7
3.3	LA REFORME PAC 2028/2032	7
3.4	PROJET DE REFONTE DU SI ISIS	7
4	CONTEXTE GENERAL DE LA REFONTE DU SI	9
4.1	CONTEXTE ET EVOLUTIONS DU SI ISIS HISTORIQUE.....	9
4.2	ENJEUX GLOBAUX DU NOUVEAU SIGC	10
4.3	TRAJECTOIRE PREVISIONNELLE	11
4.4	CONTRAINTES ET AXES DE REFLEXION	12
5	CONTEXTE TECHNIQUE DE LA REFONTE DU SI.....	13
5.1	PRINCIPE DE REFONTE DES MODULES APPLICATIFS.....	13
5.2	PRESENTATION DU PERIMETRE « CŒUR » DE LA REFONTE	14
5.3	PRESENTATION DES FONCTIONNALITES COMPLEMENTAIRES AU PERIMETRE CŒUR.....	19
5.4	RESPECT DES RECOMMANDATIONS DE L'ETAT EN MATIERE DE SI	20
5.5	MODALITES DE MIGRATION ENTRE LES SI ISIS HISTORIQUE ET NOUVEAU SIGC.....	21
6	CONTEXTE DES MARCHES ACTUELS.....	22
6.1	ACCORD-CADRE ISIS.2020	22
6.2	MARCHE 3STR.....	23
6.3	MARCHES D'ASSISTANCE	23
6.4	LES CONTRATS DE LICENCES LOGICIELLES	25
7	STRATEGIE CONTRACTUELLE	27

1 Objectifs de l'annexe

La présente annexe a pour objectif de décrire les éléments suivants :

- La réforme de la PAC 2023 ;
- Le contexte à venir pour les futurs SI ;
- Le contexte général et technique de la refonte du SI ;
- Le contexte des marchés actuels ;
- La stratégie contractuelle.

Par convention dans le présent document, les dénominations suivantes sont utilisées :

- les termes « **programme SIGC** » ou « **SIGC 2026** » concernent le programme dans son ensemble avec tous les systèmes d'information le composant ;
- les termes « **Isis** », « **programme Isis** », « **système Isis** », « **Isis historique** » désignent le système d'information historique Isis ;
- le terme « **nouveau SIGC** » désigne le système d'information à construire en remplacement du SI Isis historique.

Dans le présent document, le terme de « lot » suivi d'un numéro est utilisé pour désigner un marché spécifique. Il est fortement conseillé de se reporter au préalable au paragraphe 7 - Stratégie contractuelle pour la bonne compréhension du présent document.

2 Réforme de la PAC 2023

Le système d'information de gestion et de contrôle (**SIGC**) dans son ensemble a connu des bouleversements en profondeur rendus nécessaires par la mise en œuvre de la nouvelle réforme de la PAC sur la période 2023-2027.

2.1 Gestion des exploitants

Le module applicatif de gestion des exploitants (USG) date de la campagne 2007 et n'a connu aucune évolution majeure depuis sa mise en service. Un projet de refonte de ce module a été lancé en 2020, ciblant les axes d'évolutions suivants :

- développement d'échanges avec des systèmes d'information externes (API, flux...) : Isis est connecté à des SI externes (INSEE, CNAV, MSA) de façon à récupérer automatiquement certaines données rattachées à un individu ;
- réduction des champs à renseigner au moment de la création d'un individu et automatiser les vérifications suite à l'actualisation des données d'un individu ;
- renforcement des contrôles embarqués. Plusieurs types de contrôle sont mis en œuvre et tracés dans l'outil : des contrôles systématiques au moment de la création d'un individu et des contrôles tout au long de sa « vie » (vérification de son existence, de son caractère d'agriculteur...). Des vérifications sont à réaliser par la DDT soit sur la base d'alertes positionnées par Isis, soit de sa propre initiative (ex : contrôle quinquennal des GAEC) ;
- Amélioration de la gestion des adresses, meilleure visualisation des liens entre packages, gestion des pièces justificatives, mise en œuvre d'une télé-déclaration pour l'attribution d'un numéro package.

2.2 Le dispositif 3STR

Dans le cadre de la réforme de la PAC 2023-2027, le Système de Suivi des Surfaces en Temps Réel (3STR) a été mis en place afin de déterminer la nature du couvert et l'activité agricole sur les parcelles. Ce dispositif 3STR permet d'automatiser la vérification du couvert déclaré sur les parcelles, l'identification d'une activité agricole effective (mise en place d'un couvert, récolte, fauche...), en utilisant les données acquises par les satellites Sentinel. Le 3STR permet de contacter l'agriculteur

dès qu'une erreur est détectée et de l'inviter à modifier sa déclaration avant la mise en paiement, sans impact financier. Il met donc l'accent sur un échange facilité entre l'administration et l'agriculteur via une application qui permet à l'agriculteur de réaliser et de transmettre des photos géo-localisées à la DDT dans le cas de positionnement de plusieurs observations sur son exploitation. Le 3STR a géré en 2023 les aides de bases, l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) puis les aides couplées. En 2024, seront ajoutés l'éco régime ainsi que les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC).

L'intégration du 3STR dans le SIGC a entraîné, à partir de la campagne 2023, de profonds bouleversements en production sur l'architecture technique, applicative et fonctionnelle du système Isis, dont les principaux volets suivants :

- mise en œuvre d'un nouveau module applicatif (MON-IA) hébergeant des traitements automatisés conçus selon des techniques d'intelligence artificielle et exploitant des données Sentinel et des données d'apprentissage, dans le but de classer les couverts et de générer des feux tricolores à des fins d'instruction semi-automatisée en cas d'indétermination des couverts ;
- mise en œuvre d'un nouveau module applicatif (MON-ISIS) d'instruction de suivi des parcelles permettant de récupérer les résultats des traitements automatisés, d'exploiter les feux tricolores pour expertise, et de déclencher d'éventuelles actions à destination des agriculteurs pour instruction complémentaire ;
- mise en œuvre d'un nouveau module applicatif (PGL) nomade de prise de photos géolocalisées et d'échanges entre l'agriculteur et l'administration ;
- mise en œuvre d'un nouveau module applicatif nomade (ODT) de gestion des déplacements terrain des contrôleurs de l'ASP dans le cadre du 3STR, permettant la validation des couverts en dernier recours ;
- refonte en profondeur du mécanisme de gestion des demandes d'aides concernées par le 3STR, pour intégrer dans le cycle de vie des demandes des aides la prise en compte des résultats d'instruction de suivi des parcelles et la prise en compte des interactions avec les agriculteurs.

2.3 Les autres évolutions majeures PAC 2023

S'est rajouté à tout ce qui précède, la prise en compte d'autres évolutions majeures de la PAC 2023 dont les principaux éléments étaient inscrits dans le plan stratégique national (PSN) :

- pour les aides aux surfaces : mise en place du « droit à l'erreur » de la part de l'agriculteur lui permettant, au-delà de la date limite de dépôt de sa déclaration des aides aux surfaces, ce qui a nécessité une refonte en profondeur du mécanisme d'échanges entre le processus de télédéclaration et le processus d'instruction pour réinjecter dans le processus d'instruction les modifications des éléments déclaratifs ;
- pour les aides aux surfaces : transition de l'aide 'Paiement vert' vers l'aide 'écorégime' proposant à l'agriculteur 3 voies d'accès alternatives : voie des pratiques agro-écologiques (selon les catégories de surfaces : terres arables, cultures pérennes, prairies permanentes), voie de la certification environnementale de l'exploitation, voie des infrastructures agro-écologiques (IAE). Un bonus « haies » est également mis en place pour 2 des 3 voies ;
- pour les aides aux animaux : nouveau mécanisme d'aide à l'unité gros bovin ("UGB") qui remplace, en les fusionnant, les aides aide aux bovins allaitants (ABA) et Aide aux bovins laitiers (ABL) ;
- de façon transverse aux aides : revue complète des normes de bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE1 à BCAE9) ;
- de façon transverse aux aides : de nouvelles règles relatives à la conditionnalité sociale avec possibilité de réduction des aides en cas de manquement avéré constaté par les contrôleurs du droit du travail.

2.4 Le rapport de performance PAC 2023

La réforme de la PAC 2023 a confié le soin à chaque Etat membre de fixer précisément les règles et critères d'éligibilité aux aides. A contrario, elle a renforcé considérablement le niveau de restitution de données attendue par les autorités européennes. L'apurement des dépenses (c'est-à-dire le remboursement par l'Union européenne des crédits avancés par les Etats membres pour les paiements aux exploitants) s'appuie désormais sur l'atteinte par chaque Etat membre d'objectifs de réalisation et de résultats qui ont été fixés dans le cadre d'un unique plan stratégique proposé par l'Etat membre et validé par la Commission européenne.

Une évolution structurelle a par conséquent été apportée au SIGC afin d'améliorer le recueil des données nécessaires à l'élaboration de ces indicateurs (ces données peuvent être issues d'autres organismes payeurs tels FranceAgrimer ou l'ODEADOM), la gestion et la fiabilité des différents indicateurs d'activité / de réalisations (volume, etc.), de performance, de résultats (délais, etc.) et de moyens (budgets, ressources, etc.). Ces échanges de données entre organismes payeurs ont nécessité l'ouverture et l'interopérabilité de leur Système d'Information, via l'établissement de flux d'échange (couplage faible ou fort via API) avec l'application SYNAPSE, hébergée au sein du lac de données agricoles géré à date par le titulaire de l'accord-cadre ISIS.2020, qui a pour vocation de consolider toutes les données nécessaires à l'élaboration des indicateurs et de générer le rapport de performance à destination des instances européennes.

En production en 2024, la génération du rapport de performance et ses possibles évolutions au long de la programmation font partie du périmètre de maintenance de l'accord-cadre dédié au lac de données agricoles.

3 Contexte à venir pour le futur des SI

3.1 Les invariants du Système Intégré de Gestion et de Contrôle

Si chaque programmation peut conduire à des évolutions réglementaires fortes, force est de constater que les exigences européennes ont des invariants qui se propagent d'une programmation à l'autre avec en général des renforcements d'exigences. L'incertitude réglementaire existe et introduit un risque dans la gestion du programme informatique mais les équipes de l'ASP y sont adaptées et savent prendre les mesures adéquates.

Ainsi, actuellement, le Système Intégré de Gestion et de Contrôle est défini dans le règlement horizontal RUE 2021-2116 et ses déclinaisons en règlements délégués et en lignes directrices. Le contenu obligatoire du SIGC est également décrit dans les règlements et il convient donc de s'y conformer :

- une base des agriculteurs avec un identifiant unique et la caractérisation de leur éligibilité ;
- le SIPA système d'identification des parcelles agricoles qui contient les parcelles agricoles de référence munies d'un identifiant unique, telles que définies par la réglementation nationale (en France nous avons choisi l'option bloc fermier), la couche des couverts qui suit la répartition des terres agricoles entre terres arables, cultures permanentes et prairies permanentes, la couche des infrastructures agroécologiques ;
- un système de demande unique qui intègre la déclaration géospatiale permettant aux exploitants de déclarer leur assolement annuel au sein du SIPA mais aussi l'ensemble des pièces nécessaires au dépôt des demandes d'aides ;
- un système d'identification des animaux, qui est obligatoire pour les bovins ;
- un système de gestion des droits le cas échéant (en France nous avons fait le choix d'avoir un système découplé fondé sur des droits à paiement) ;
- un système de suivi des surfaces en temps réel qui permet d'intégrer l'analyse par IA des images satellites issues de la constellation Copernicus ;
- un système permettant d'alimenter le rapport annuel de performance ;
- un système de contrôle administratif pourvu de contrôles intégrés pour chaque aide et traçant l'ensemble des actions entreprises par les instructeurs, la valorisation des aides ;
- un système de contrôle sur place permettant de tracer l'ensemble des contrôles réalisés de façon plus fine sur les dossiers sélectionnés, contrôles incluant potentiellement une visite sur place.

Par ailleurs, il est à noter que les aides délivrées au sein du SIGC ont toujours la même structure à savoir :

- les aides découplées qui se décomposent en aide de base, aide redistributive, aide aux jeunes agriculteurs et aide pour les pratiques environnementales ;
- les aides couplées végétales, pouvant être activées par les Etats Membres ;
- les aides couplées animales ;
- l'indemnité compensatoire aux handicaps naturels ;
- les mesures agro-environnementales et climatiques.

Enfin en France nous avons inclus l'assurance récolte au sein du SI.

3.2 La Bilan de santé à mi-parcours possiblement en 2025 de la réforme PAC 2023/2027

A chaque nouvelle programmation de la PAC, un bilan de santé de la programmation est entrepris et peut donner lieu à une clause de revoyure plus ou moins prononcée qui, suite aux études d'impact des évolutions engagées au titre de la réforme courante, peut conduire à des ajustements ou des réorientations réglementaires pour les campagnes à venir. Généralement, il s'agit d'évolutions réglementaires d'une ampleur moindre que celles de début de réforme mais d'une ampleur plus importante que celles des évolutions qui accompagnent chaque nouvelle campagne. A titre d'illustration, lors de la programmation précédente, le bilan de santé a introduit le concept de check by monitoring qui a préfacé le nouveau composant de la programmation actuel du système de suivi des surfaces en temps réel.

Le contexte politique de crise agricole avec des manifestations parfois violentes a conduit la Commission Européenne à rouvrir les actes de base et délégués afin de procéder à des aménagements notamment relatifs à la conditionnalité. Cela induit pour les Etats Membres la possibilité de modifier leurs PSN pour inclure les nouvelles options proposées par la Commission Européenne. Le contexte d'élections politiques en juin 2024 induit possiblement au changement de Commission qui suivra des travaux de revoyure. Pour autant, la crise agricole a fortement mobilisé la Commission sur les textes de la programmation 2023-2027 qui n'étaient pas tout à fait terminés au démarrage en 2023, notamment ceux concernant la mise en œuvre des contrôles qualité qui ont été largement révisés jusqu'à mi 2024 et ceux décrivant la forme des rapports annuels de performance complets qui ne seront mis en œuvre que pour février 2025.

3.3 La réforme PAC 2028/2032

Les réformes de la PAC se succèdent et la période d'application annoncée pour la prochaine est de 2028 à 2032. Néanmoins il est fort probable, qu'à l'identique de celle de 2013 et celle de 2021, soient constatées deux années supplémentaires de transition aboutissant à un début réel de mise en œuvre en 2030.

Cette hypothèse, même si elle constitue un élément majeur à prendre en compte dans les réflexions et la trajectoire à mener pour le projet de refonte du SI Isis évoqué au paragraphe suivant, doit être tempérée par le fait qu'en préparation de la première campagne à mettre en œuvre au titre de la nouvelle réforme, il pourrait être envisagé une ou deux années « à blanc » pour anticiper un changement de paradigme et un saut technologique, comme cela a été fait en 2021 et 2022 pour le 3STR.

Le système Isis historique devra être en condition de pouvoir démarrer la nouvelle programmation en cas d'aléas sur le chantier de refonte. Ainsi le titulaire du lot 2 du présent accord-cadre pourra être mobilisé tout autant que le titulaire du lot 3 du présent accord-cadre pour le traitement des évolutions associées à la nouvelle programmation dès que définies par la Commission Européenne et déclinées par la France.

Quelle que soit la programmation, des éléments de base du Système intégré de Gestion et de contrôle sont présents et ont été intégrés au sein d'ISIS ou de systèmes satellites comme mentionné au paragraphe 3.1. Ce système doit pouvoir être complet puisque toutes ses composantes doivent être présentes.

3.4 Projet de refonte du SI Isis

Le système d'information Isis date de 2007 et les fondements de son architecture technique, applicative et fonctionnelle n'ont pas été remis en cause. En effet, son évolutivité a fait ses preuves en absorbant jusqu'à maintenant les évolutions réglementaires de dix-huit campagnes SIGC, et en intégrant au fil du temps des nouveaux processus métier (la gestion complète du 2nd pilier, la liquidation en 2011, le paiement en 2018, les contrôles surfaciques en 2019, et le monitoring en 2023) et de nouveaux medias (applications nomades sur mobile et tablette).

Néanmoins, pour pouvoir être en capacité de mettre en œuvre trois réformes successives de la PAC, la conduite du programme Isis a toujours privilégié les impératifs opérationnels aux migrations

techniques et aucun changement de fond n'a été opéré. Cette situation aboutit à un système considéré comme étant en bout de course et dont la refonte s'impose pour répondre à des enjeux majeurs décrits ci-après.

4 Contexte général de la refonte du SI

4.1 Contexte et évolutions du SI Isis historique

Malgré ses évolutions permanentes, **notamment pour s'adapter aux changements de la PAC**, le système Isis embarque à la fois l'architecture et la vision fonctionnelle de l'époque, ainsi que certains composants aujourd'hui datés. En effet, pour pouvoir être en capacité de mettre en œuvre trois programmations successives de la PAC, la conduite du programme Isis a toujours privilégié les impératifs opérationnels aux migrations techniques et aucun changement de fond n'a été opéré. **L'accumulation de la dette technique** rend le système de plus en plus difficile et coûteux à maintenir et à faire évoluer chaque année, ce qui met en danger le bon versement des aides, mission première de l'ASP et de son système d'information (SI).

La refonte de ce système s'impose pour répondre à des enjeux majeurs de plusieurs ordres.

4.1.1 Le système de gestion des données

Une des particularités majeures du SI Isis historique est la prise en compte d'une dimension géographique induisant la gestion de gros volumes de données cartographiques et la mise en place et l'utilisation d'une bibliothèque importante de fonctions de manipulation en création, modification et suppression d'objets graphiques (îlots, parcelles de culture, surfaces non admissibles, zones de densité homogènes, ...).

Le choix en 2007 s'est porté sur deux composants étroitement liés et interagissant en permanence entre eux et avec l'ensemble du système : Oracle d'une part et la suite ArcGIS d'ESRI d'autre part, ces deux composants étant sous licence d'utilisation payante. L'intrication de ces deux composants est très forte et le chantier technique récent de montées de version des deux logiciels (passages de v12c à v19c d'Oracle et v10.5 à v10.8 d'ArcGIS) a mis en évidence que la liaison entre les deux logiciels, telle qu'opérée au sein du SI, n'existe plus depuis 3 versions du composant géographique (actuellement en v10.11). De plus, la prochaine migration obligatoire d'Oracle (dans 5 ans selon l'expérience de l'ASP) va conduire inéluctablement à un changement de liaison entre les deux composants, ce qui touchera à plus de 30% du système en termes de ligne de codes. Le titulaire du lot 3 devra mobiliser ses compétences pour définir un nouveau cadre technique urbanisé de la gestion des données dans Isis. Des études de faisabilité seront à engager dès la notification du marché pour redéfinir une cible technique et élaborer le plan de mise en œuvre, avec l'évaluation d'un scénario de migration anticipée du nouveau socle technique sur Isis historique.

4.1.2 La partie cliente de l'architecture 3-tiers

L'architecture 3-tiers qui constitue les fondements du SI Isis historique montre des limites sur la partie cliente. Le framework Isis intégrant les normes ergonomiques a très peu évolué et s'avère inadapté à la charte graphique de l'état. Un travail de conception ergonomique sera donc nécessaire afin de prendre en compte les exigences attendues et sera un préalable à toutes actions de réalisation d'interface Homme-Machine dans le nouveau système.

Par ailleurs, au regard des obligations d'accessibilité de l'application, celle-ci répond pour l'heure à seulement 18% des exigences RGAA (en excluant les parties géographiques non concernées et les applications nomades non auditées) et l'effort pour atteindre les 75% requis est insurmontable car nécessitant de tout recoder dans le respect des normes RGAA, ce qui induit une charge de développement considérable. Là aussi, ce n'est qu'à la faveur de la construction d'un nouveau système que cet objectif est concevable en définissant et en généralisant de nouvelles normes ergonomiques.

4.1.3 L'architecture fonctionnelle et applicative

L'architecture fonctionnelle du SI Isis a été pensée initialement avec une logique annuelle consistant à créer un nouveau module applicatif à l'arrivée d'une nouvelle campagne, par clonage puis adaptation du module de la campagne précédente. Pour les modules subissant très peu d'évolutions, la décision a été prise très tôt de concevoir des modules applicatifs multi-campagne, notamment pour les modules de gestion des aides aux animaux.

A contrario, pour le module de gestion des aides aux surfaces, le volume élevé d'évolutions de chaque campagne a conduit à préserver un module applicatif par campagne jusqu'en 2014. A partir de 2015, une logique pluriannuelle s'est imposée pour les aides aux surfaces afin de répondre aux exigences réglementaires de gestion de couches graphiques de référence et de dispositifs pluriannuels tels que les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (**MAEC**) et les mesures agricultures Biologiques (**BIO**). Cela a abouti à la constitution d'un module applicatif lié à la gestion des surfaces très lourd à maintenir (les campagnes 2015 à 2022 y sont dorénavant hébergées) car nécessitant, dans un même module, de disposer de versions applicatives différenciées par campagne, de dupliquer les couches graphiques annuelles, tout en mettant en place des couches graphiques de référence multi-campagne. La réforme 2023-2028 a donné l'occasion de créer un nouveau module applicatif lié aux surfaces à partir de la campagne 2023 qui a le mérite de casser cette lourdeur en termes de maintenance applicative mais qui introduit une nouvelle complexité liée au fait que les deux modules applicatifs (SRF15 et SRF23) doivent cohabiter en se partageant des mêmes couches de référence et surtout doivent interagir pour assurer le caractère pluriannuel de certains dispositifs. De plus, le module SRF23 a vocation à accueillir les prochaines campagnes, ce qui conduira à reproduire les mêmes constats que sur le module SRF15.

Dans l'annexe « Cadre de référentiel technique », est décrite l'architecture fonctionnelle et applicative, ainsi que la liste des modules applicatifs actuels au sein du patrimoine, dans laquelle sont mis en exergue les modules prioritairement ciblés par la refonte et ceux qui ne seront pas impactés mais dont il faudra assurer l'interopérabilité,

4.2 Enjeux globaux du nouveau SIGC

Dans ce contexte, l'ASP engage le projet de refonte du SI, objet d'un lot dédié du présent accord-cadre 24-21, qui vise à développer une nouvelle version du SI, libérée de sa dette technique, plus facile à entretenir et à faire évoluer, et visant à améliorer les processus métiers, d'urbanisation et de conceptions technique, fonctionnelle et applicative.

Ce projet sera réalisé en parallèle des opérations classiques de maintenance et d'hébergement du système ISIS, réalisées à travers un autre lot dédié. Aujourd'hui, ce système qui garantit le bon versement de **9 milliards d'euros** d'aides européennes par an ne saurait souffrir d'aucune interruption de service, dans le cadre d'un faisceau de contraintes réglementaires, calendaires et politiques.

De façon générale, le périmètre du programme de refonte du SI porte sur :

- le socle ISIS qui contient la refonte du module Surface (dont le fonctionnement est détaillé ci-après) ;
- la mise en place d'un module de gestion du registre parcellaire graphique (RPG) ;
- de nouvelles fonctionnalités.

L'enjeu de ces travaux est donc double pour l'ASP :

- garantir la continuité du fonctionnement du système ISIS actuel, à travers les prestations réalisées par le titulaire du lot dédié.

- organiser, en parallèle, le développement du futur ISIS, avec le titulaire du lot dédié et basculer progressivement la gestion des nouvelles campagnes d'ISIS historique vers le nouveau SIGC.

Ainsi, au regard des difficultés observées par l'Agence pour faire évoluer le SI face aux évolutions réglementaires de la PAC 2023 2027, il est impératif afin de rester opérationnel et de pouvoir respecter toutes les contraintes réglementaires, **d'engager une refonte du SI sur la partie ISIS (gestion des aides surfaciques principalement).**

La dépendance entre le couple Oracle/ESRI et la gestion de toutes les aides surfaciques est si profonde que l'ASP propose de refondre la totalité du module Surfaces (SRF) qui gère les aides surfaciques (détaillé ci-après), à la fois pour l'inscrire dans une architecture **type micro-services plus moderne et plus facile à faire évoluer**, mais également pour mener à bien la migration d'Oracle/ESRI vers une autre solution.

Le fait de devoir changer le cœur du système à savoir la gestion de la base de données, exclut de tout réaliser sur le système actuel compte tenu des risques opérationnels à faire cohabiter les deux systèmes de gestion de bases de données. C'est pourquoi il convient de réaliser les opérations dans un environnement séparé, ce qui permet de sécuriser la bonne mise en œuvre des campagnes PAC jusqu'au jalon d'atteinte d'un système minimal permettant de basculer sur le nouvel SI.

4.3 Trajectoire prévisionnelle

A partir des constats précédents, et compte tenu de la dette du système actuel, il devient nécessaire de prendre le temps de la réflexion en termes de processus métier, d'urbanisation et de conceptions technique, fonctionnelle et applicative afin d'identifier les concepts qui présideront au futur SI en support des prochaines réformes de la PAC.

En termes de construction et de mise en œuvre, l'expérience Isis de 2007 a montré que la mise en œuvre d'un nouveau SIGC sur la logique d'une convergence de plusieurs SI existants (à l'époque, il s'agissait des applications PACAGE, PacDDAF et SIPA pour les plus importantes d'entre elles) ne peut s'envisager que de façon progressive et échelonnée sur plusieurs années. Les Etats membres européens qui ont mené des projets similaires à celui de l'ASP (à savoir le passage d'un SIGC à un nouveau SIGC) ont mis 3 ans pour aboutir sur ce type de projet (expériences néerlandaise et espagnole notamment).

L'objectif de la stratégie mise en œuvre par l'ASP est de maintenir le SI actuel par l'intermédiaire des lots 1, 2 et 4 du présent accord-cadre pour assurer les paiements de chaque nouvelle campagne SIGC et de concevoir en parallèle le nouveau SIGC par l'intermédiaire lots 1, 3 et 4 du présent accord-cadre et de basculer progressivement la gestion des nouvelles campagnes d'ISIS historique vers le nouveau SIGC.

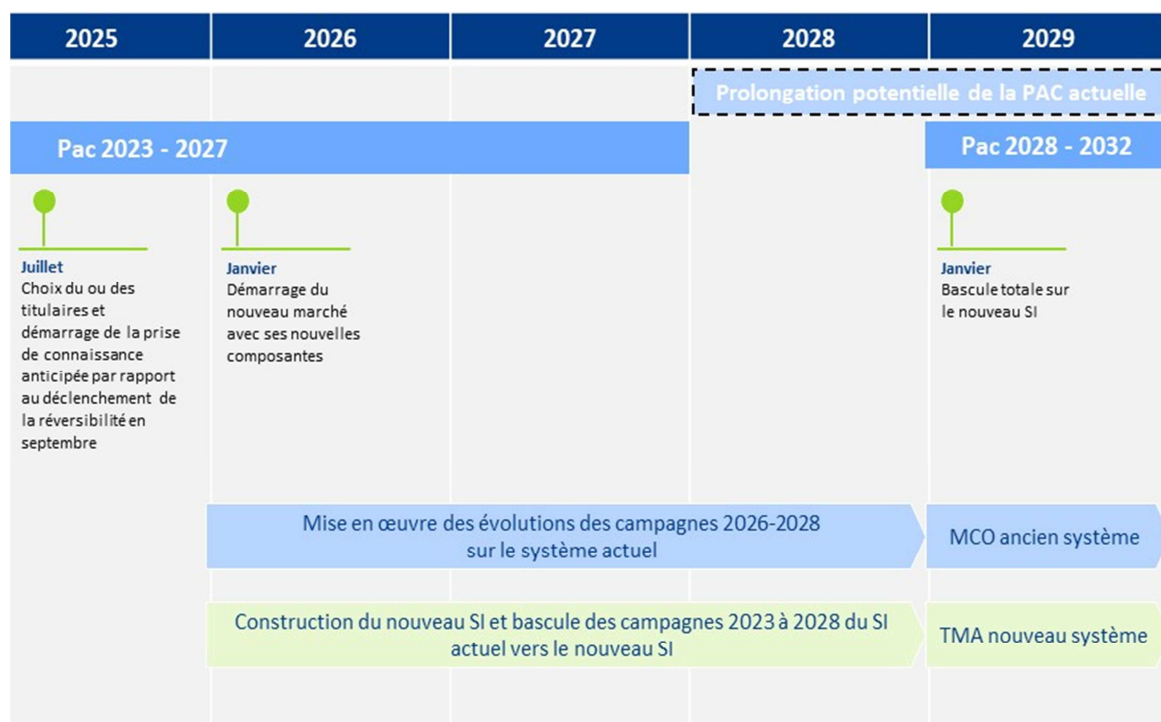
Une nouvelle infrastructure technique est également à concevoir pour l'hébergement et l'exploitation du futur système Isis (lot 4) en repartant du dimensionnement existant, en recherchant des pistes efficaces de consolidation technique et en tirant bénéfice des opportunités technologiques proposées par le titulaire. Elle devra répondre en tout point aux exigences de sécurité appliquées à tous les systèmes d'information de l'ASP et aux exigences spécifiques des SIGC définies au niveau de la Commission Européenne. Les infrastructures existantes et dédiées à 3STR et au Lac de Données Agricoles ne seront pas à impactées par la refonte Isis. Leur interopérabilité devra toutefois être assurée avec le nouveau SI.

Compte tenu de ce qui précède, et partant de l'hypothèse d'au moins 3 années de mise en œuvre, le SI actuel fera l'objet d'évolutions encore structurantes au moins jusqu'à fin 2028. Cette prolongation ne requiert pas seulement une simple maintenance, mais également la mise en œuvre des évolutions réglementaires introduites habituellement en milieu de programmation. Cela devrait coïncider avec la mise en œuvre de la future programmation, qui pourrait alors débiter sur la base du nouveau système. A l'issue de la période de bascule, le SI actuel devra être maintenu pendant la durée de l'accord-cadre notamment pour les besoins de consultation/modification du système d'information historique.

L'expérience sur le précédent marché a conduit l'ASP à envisager le rétro-planning suivant :

- Septembre 2023 : constitution de l'équipe projet ASP autour du marché ;
- Octobre 2023 : lancement du projet avec consultation élargie (association de la DINUM, de la DAE, parangonnage européen, sourcing) ;
- Fin du premier semestre 2024 : constitution du cahier des charges du (ou des) marché traitant des deux aspects : à la fois maintenance du SI actuel et construction du futur SI ;
- Mai 2025 : choix du ou des titulaires et démarrage de la prise de connaissance anticipée par rapport à la mise en œuvre de la réversibilité qui se ferait en septembre 2025 ;
- Janvier 2026 : démarrage du nouveau marché avec ses deux composantes ;
- De 2026 à 2028 : mise en œuvre des évolutions des campagnes 2026 à 2028 sur le SI actuel
- De 2026 à 2028 : construction du nouveau SI et bascule des campagnes 2023 à 2028 du SI actuel vers le nouveau SI ;
- Janvier 2029 : bascule sur le nouveau SI.

Le graphe ci-dessous schématise le planning global du programme SIGC :



4.4 Contraintes et axes de réflexion

L'objectif prioritaire assigné au SI est de permettre de déclarer, instruire, contrôler, liquider, ordonnancer et au final payer les aides directes (aides SIGC) de la Politique Agricole Commune (PAC).

Les aides directes de la PAC sont régies par un rythme de campagne annuel (même si certains volets transverses, tels que par exemple la gestion des exploitants, peuvent ne pas suivre un rythme ainsi millésimé).

La télédéclaration des aides animales de chaque campagne doit être effective au 1er janvier (pour une durée de quelques mois, variable selon les aides), pour une instruction à partir du printemps et un paiement à partir du 16 octobre suivant.

La télédéclaration des aides surfaces de chaque campagne doit être effective au 1er avril (jusqu'au 15 mai puis 25 jours de dépôts tardifs, contrôle inclus), pour une instruction dès l'achèvement de la période de télédéclaration et un paiement à partir du 16 octobre suivant (hors cas particulier). Elle doit également permettre l'exercice du "droit à l'erreur" sur les déclarations jusqu'au 20 septembre.

Au-delà de ces jalons, l'ensemble des systèmes associés au SIGC sont affectés par les incertitudes inhérentes au contexte réglementaire dans lequel le SI s'inscrira. Si la plupart des fondamentaux du SIGC sont connus et évoluent peu, ce qui amène l'ASP à devoir les intégrer dans ses attendus, chaque programmation amène une grande évolution qui peut avoir un impact très fort sur le SI.

Ce contexte réglementaire est renforcé par le fait que le calendrier de paiement est politiquement intangible, ce qui n'offre aucune marge de manœuvre calendaire dans les développements et les contraint fortement.

Un enjeu très important pour le nouveau SI est la possibilité de réagir à des évolutions réglementaires, notamment en début de programmation, mais également au cours de celle-ci. Sa construction devra suivre des principes d'architecture garantissant l'évolutivité de la solution et son adaptabilité.

Afin d'améliorer la réactivité de prise en compte des évolutions réglementaires dans le cadre du nouveau SI, l'ASP envisage deux modalités :

- pour les évolutions mineures, de la forme « changement d'une valeur dans une règle métier », la mise en place d'un moteur de règle ou une meilleure urbanisation du SI devront permettre de répondre beaucoup plus directement au besoin, de minimiser les risques d'erreur et d'accélérer le processus. Sur la partie centrale de ISIS, l'idée d'un moteur de règle permet de gagner un peu de temps dans le délai de mise en œuvre en déplaçant une partie du travail de formalisation, conception et de traduction des règles de la PAC du prestataire vers les experts de l'ASP. Cela a été en partie expérimenté par l'ASP sur l'aide bovine et s'est révélé payant pour tenir un calendrier très tendu. Cette modalité devra être validée au cours d'expérimentations réalisées en début de projet avec le Titulaire du présent accord-cadre.
- pour les évolutions plus importantes, comme l'introduction du 3STR l'a été par exemple, c'est la modularité du SI qui devra pleinement jouer, en permettant relativement facilement l'introduction d'un nouveau module, d'une nouvelle fonctionnalité ou d'une nouvelle aide.

Comme vu au paragraphe 3.1, le SIGC doit contenir tous les composants obligatoires ou s'appuyer sur des SI offrant la mise à disposition de ces composants constituant les briques essentielles permettant de fixer ensuite les éléments de référence permettant d'octroyer les aides.

Pour autant, chaque nouvelle programmation ajoute une couche de complexité au système, qui atteint aujourd'hui des limites techniques et physiques. Le nouveau SI doit donc être construit de façon à intégrer la base des composants cœur tout en étant en capacité d'intégrer les futures programmations. En réduisant de manière importante la dette technique, la refonte du SI doit garantir plus facilement les évolutions réglementaires, et donc permettre de sécuriser toutes les campagnes futures.

5 Contexte technique de la refonte du SI

5.1 Principe de refonte des modules applicatifs

De manière générale, le choix entre modules à refondre, modules à faire évoluer de manière mineure et modules à conserver est lié notamment à la volonté de réduction de la dette technique. Les modules conservés seront donc ceux pour lesquels la dette technique est la plus limitée et qui pourront être refondus dans un second temps.

L'ASP souhaite basculer sur le nouveau SIGC en 2029. De ce fait, compte tenu du calendrier, il ne sera pas possible d'opérer l'ensemble du périmètre complet. Afin de tenir le calendrier, l'ASP souhaite s'engager sur une stratégie de refonte reposant sur un premier périmètre « cœur », comprenant notamment le module surfaces tel que défini ci-après, à prioriser pour la bascule sur le nouveau SIGC prévue en 2029. Cette date est un premier jalon qui sera le début d'une nouvelle phase où des développements seront désormais opérés sur le nouveau système.

5.2 Présentation du périmètre « cœur » de la refonte

5.2.1 Présentation du module Surfaces

Le module Surfaces est le cœur du système Isis historique et constitue le chantier principal de la refonte.

5.2.1.1 Présentation de l'architecture actuelle de Surfaces

Au sein du SI Isis historique, le module Surfaces est un module cœur qui constitue 75% du volume de code de l'application (en intégrant les modules satellitaires en lien avec les aides surfaciques) et qui est monolithe mélangeant en son sein à la fois l'algorithmique permettant de déterminer les surfaces admissibles, la gestion des données surfaciques (RPG) et les IHM de gestion des aides surfaciques depuis la gestion de la déclaration jusqu'à la valorisation en passant par le contrôle administratif et le contrôle sur place. Comme à périmètre constant, modifier les interactions avec la base de données induit une reprise de code de l'ordre de 30% et que garder un module trop conséquent ne va pas dans le sens de la modularité et de la séparation des fonctions au sein de l'architecture.

Fort de ce constat technique et de son analyse de l'existant réglementaire, l'ASP souhaite profiter de cette refonte du module pour prendre en compte une nouvelle façon de gérer les données.

Du point de vue réglementaire, deux concepts sont mêlés :

- d'une part le Système d'Identification des parcelles Agricoles (**SIPA**, LPIS au niveau européen) correspond en France aux îlots, surfaces non agricoles et zones de densité homogènes, avec également des interactions de couches de référence (Natura 2000, zones défavorisées, la couche des couverts, la couche des éléments favorables à la biodiversité, appelée BCAE7/BCAE8 dans ISIS) => ces couches sont gérées par l'administration et mises à jour au moins tous les trois ans
- d'autre part la Déclaration Géospatiale contient des informations relatives à l'assolement, le caractère bio, les engagements MAEC/BIO... => ces éléments sont déclarés au sein du SIPA mis à disposition des exploitants

Au sein d'Isis, les données précédemment citées sont mêlées au sein du RPG. Celui-ci est décomposé en deux couches de travail et une couche consolidée pour ce qui concernent les données du SIPA : on a le RPG déclaré et le RPG constaté qui se comportent comme des couches de travail, la première représentant l'état des différents objets tels que déclarés par l'exploitant et la seconde servant d'intermédiaire entre la couche déclarée par l'exploitant et les références connues de l'administration. Les éléments du RPG MAEC/BIO sont aussi gérés en plusieurs couches, une qui correspond au déclaré, une à l'engagé et une dernière qui est le constaté. En fin de campagne, les éléments constatés constituent la couche de référence pour l'année suivante.

Le cycle de vie du SIPA/GSA est figé et il ne peut souffrir d'aucune adaptation pour couvrir des aléas dans l'enchaînement des opérations. Ainsi la mise à jour des couches de référence doit nécessairement se faire avant la télédéclaration, ce qui n'est pas accompli avant est difficilement rattrapé et met en péril l'instruction de la campagne suivante. Tout cela provient du fait que les couches géographiques sont gérées aujourd'hui avec un historique trans-campagne mais non intra-

campagne : tout objet a une campagne de début de validité et une campagne de fin de validité. Cependant les opérations réalisées au cours d'une campagne ne sont pas interrogeables et produisent un annule et remplace. Le fonctionnement est donc limité par cette capacité de gestion de l'historique qui contraint de fait à réaliser des opérations séquencées dans le temps. Enfin, les calculs de surfaces admissibles sont différents selon le type d'aide ce qui conduit le SI à disposer de 28 calculs de surfaces admissibles différents (voire 29 si on considère l'adaptation faite pour l'écórégime qui reprend une partie des mécanismes existants de gestion des estives et des utilisateurs d'estives).

La rigidité du cycle de vie est aggravée par le fait que les données de même nature sont dupliquées entre les deux univers telepac et Isis. Au sein d'une même entité, des algorithmes sont reproduits : à titre d'exemple, au sein de l'univers telepac, les calculs de surfaces admissibles sont dupliqués entre le module de télé-déclarations des aides aux surfaces et le module de restitution d'informations dans l'espace personnel de l'exploitant.

5.2.1.2 Une stratégie de construction itérative complétée par des phases d'expérimentation en amont du démarrage des développements

5.2.1.2.1 Etape 1 : choix de la solution technique du système de gestion des données

Comme mentionné précédemment, il convient dans un premier temps de trouver la technologie couplée SGBD/SIG qui permettra de gérer à la fois les données sémantiques et les données géographiques.

Dès la notification du marché, l'ASP souhaite engager les travaux afin de déterminer la technologie couplée SGBD / SIG retenue, et tester par la même occasion l'historisation et la mise en œuvre de topologie, en développant rapidement un écran de gestion du RPG avec des outils adéquats dans OpenLayers.

Une démonstration sur cette thématique pourrait être demandée qui consisterait à faire gérer un cycle de vie différent sur le RPG. Il apparaît que le lot dédié au nouveau SI ne nécessitant pas de phase de réversibilité, les travaux pourraient commencer dès la notification, ce qui permettrait de prévoir dès le départ quelle technologie couplée SGBD/SIG nous retenons et de tester par la même occasion l'historisation et la mise en œuvre de topologie, en développant rapidement un écran de gestion du RPG avec des outils adéquats dans OpenLayers. Les options retenues pourraient être, entre autres :

- Oracle + Oracle Spatial
- Oracle + PostGIS
- PostgreSQL + PostGIS
- Oracle + ESRI avec une nouvelle architecture ; l'actuelle étant dépréciée depuis plusieurs versions

L'exploration technique autour du système de gestion de base de données doit s'accompagner de l'étude de deux éléments techniques qui permettront de rendre l'application plus efficiente : il s'agit de la capacité d'historisation inter-campagne d'une part et de la mise en œuvre de la topologie pour les objets géographiques (fonctionnalité des systèmes d'information géographique qui permet de gérer les liens entre les objets et faciliter leur interaction : à titre d'exemple, cela revient à gérer informatiquement qu'un îlot est composé de parcelles en partageant notamment les géométries).

5.2.1.2.2 Etape 2 : Conception générale de surface

En parallèle de ce choix technique, nous devons concevoir une organisation des données modulaire-socle technique du nouveau SIGC, en prenant en compte le processus global autour des données graphiques et en concevant une architecture modulaire cible. Conceptuellement, il s'agit de séparer la gestion du SIPA et la gestion de la déclaration géospatiale en intégrant les contrôles qualité comme boucles de rétroaction dès le départ ainsi que le 3STR en premier bloc, des calculs effectués sur les

surfaces en second bloc et de l'instruction des aides surfaciques en troisième bloc. Pour ce faire, il convient de préparer en parallèle les futurs modules d'instruction des aides en préparant le cycle de vie afférent et le pattern commun à tous, de sorte que cela serve de cadre à l'ensemble des modules d'aide, le fonctionnement du futur RPG en se fondant sur le premier démonstrateur réalisé pour le choix de la base de données, tout en effectuant les opérations de séparation du code.

5.2.1.2.3 Etape 3 : Sécurisation des trois grandes fonctionnalités de Surface

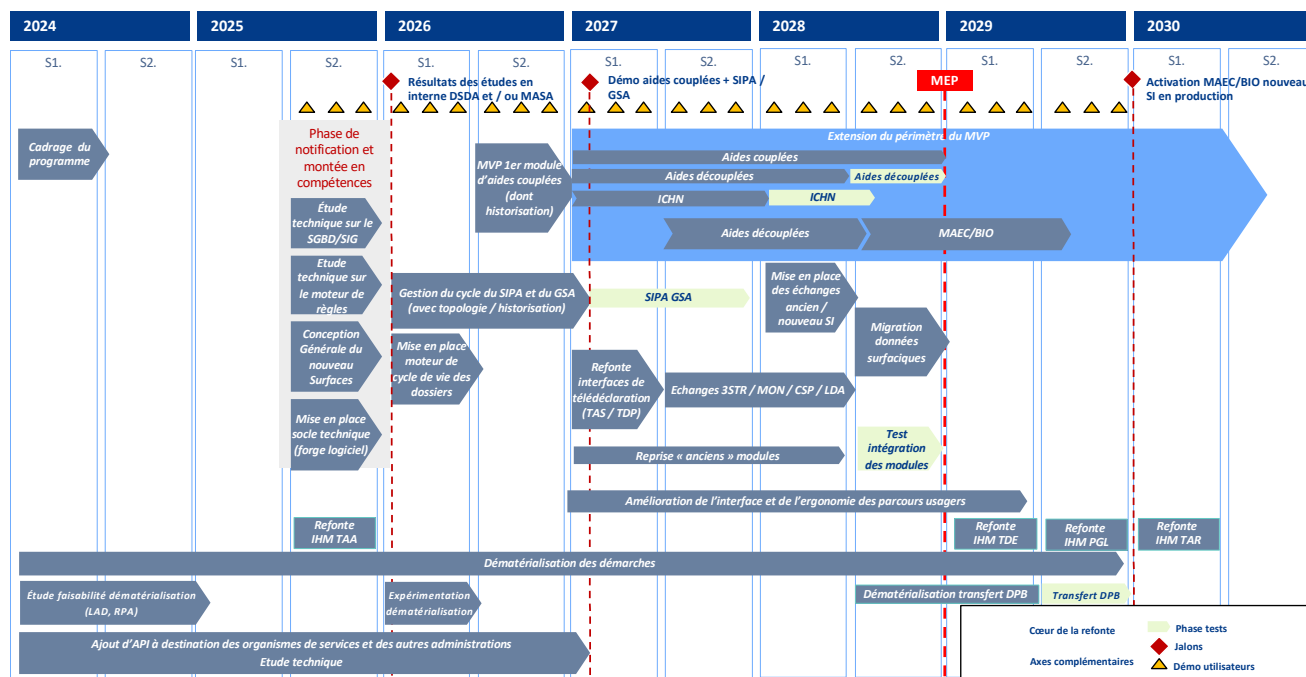
Lorsque le choix technique de la base de données est effectué et la conception générale de l'ensemble des modules en lien avec surfaces réalisée, le module Surface doit pouvoir être divisé en trois grandes fonctionnalités :

- La gestion des modules d'instruction des aides en concevant un générateur de module d'aides réutilisable en passant par les étapes suivantes
 1. Un démonstrateur sur une aide couplée qui conduira à l'élaboration d'un modèle d'aide réutilisable de générateur d'aides. Le choix de l'aide couplée est porté par le fait qu'il n'y a pas d'interaction avec d'autres modules et que l'instruction est relativement simple ;
 2. Une fois ce démonstrateur validé, en toile de fond, les développements de toutes les aides couplées seront assurés grâce à ce générateur d'aides en étalant la charge jusqu'à la mise en production du nouvel SI ;
 3. Deux autres grands pans devront être assurés par ce démonstrateur : d'une part la gestion des aides découplées qui nécessitent des interactions avec le module Droits à Paiement de Base (DPB) et d'autre part, la gestion de l'indemnité compensatrice en handicaps naturels (ICHN) qui nécessite une complexification du générateur avec plusieurs étapes d'instruction dont celle relative aux revenus ;
 4. Nous terminerons les développements par les MAEC/BIO qui nécessitent aussi un fonctionnement particulier sur la gestion SIPA/ GSA. On peut décorréliser les travaux puisqu'on peut simuler que le générateur d'aides appellera le résultat issu des modules de gestion du SIPA et de la GSA pour fonctionner ;
- **La séparation des algorithmes de calculs de surfaces** par migration des fonctions existantes dans le nouvel environnement technique choisi.
- **La gestion des données géographiques du système d'identification des parcelles agricoles et de la déclaration géospatiale** : Autant la partie calculs de surfaces admissibles et le générateur d'aides permettent d'engendrer une plus grande modularité et s'il y a beaucoup de temps de développement, ne présentent pas de difficultés particulières par rapport au fonctionnement actuel, autant le fait de définir un processus dédié de gestion du SIPA et de la GSA est plus déstructurant. Pour autant, nous avons plusieurs biais réglementaires et techniques aujourd'hui dans la gestion de nos données et si des améliorations ont été apportées par la mise en œuvre de plans d'actions, il faut pour satisfaire la Commission pouvoir gérer une mise à jour du RPG avec possibilité de déplacements terrain dans le cadre de cette mise à jour, intégrer les contrôles qualité directement dans la gestion des différentes couches et gérer de façon plus nette les évolutions des couches du SIPA indépendamment d'un cycle de vie figé et en gérant les données de façon transverse aux campagnes (ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui dans le SI où nous avons dû trouver un moyen de contournement pour le faire). Les obligations de traçabilité intra-campagne devront être prises en compte dans la conception, ce qui permettra de sortir du cycle de vie figé et de pouvoir enchaîner les étapes de mise à jour de la donnée par plusieurs utilisateurs dans un ordre adaptable selon les cas. A titre d'illustration, cela permettrait aux exploitants de déclarer leur assolement plus tôt indépendamment de l'évolution postérieure des îlots de référence et de pouvoir les alerter plus tôt de chevauchements inter exploitations. Compte tenu du

caractère crucial de la mise en œuvre de cette fonctionnalité, il faut la concevoir sereinement par incrément sécurisant et en intégrant les différents utilisateurs. Il nous apparaît qu'un chantier d'un an minimum est une bonne idée et nous proposons de nous appuyer sur notre expérience réussie de la mise en œuvre du 3STR où nous avons fonctionné par 3 grandes étapes : tout d'abord le fonctionnement sur des départements tests, puis le fonctionnement test sur la France entière mais avec seulement un panel sélectionné d'utilisateurs, enfin le fonctionnement en mode nominal en parallèle de la campagne classique avec un nombre conséquent d'utilisateurs.

5.2.1.3 Le planning prévisionnel de mise en œuvre du périmètre cœur de la refonte

Le planning prévisionnel est schématisé ci-dessous :



5.2.2 Mise en œuvre potentielle d'un moteur de règles

L'opportunité et les bénéfices attendus d'un moteur de règles devront être confirmés dans les premiers mois suivant la notification du lot dédié à la refonte du SI.

Le fonctionnement d'Isis est piloté par des règles métiers, c'est-à-dire des règles qui sont issues du cadre réglementaire (modes de calculs, critères d'éligibilité) ou des modes opératoires d'instruction et de contrôle. Ces règles, souvent complexes, sont bien comprises par les agents experts au sein de l'ASP. Ces règles sont également susceptibles d'évoluer, d'année en année ou plusieurs fois par an. Aujourd'hui, ces règles sont imbriquées au sein du code dans les interactions entre les utilisateurs et le SI : dit autrement, les opérations propres à l'interface graphique embarquent la mise en œuvre des règles.

Or, la capacité à réagir avec plus d'agilité aux changements de règles et à les implémenter aussi rapidement que possible est une attente forte de toutes les parties prenantes. Une accumulation de dette technique et cette imbrication des algorithmes gérant les règles avec la gestion des composants de l'IHM a rendu les évolutions de plus en plus difficiles à mener, et une telle situation n'est pas en phase avec le besoin.

Une première solution consiste à imposer, pour les nouveaux modules, un découpage fonctionnel dans lequel les règles seront clairement séparées de l'IHM comme souhaité dans l'architecture cible, dans le but de faciliter les évolutions, les modifications, et d'éviter la duplication de code.

Une autre solution, plus ambitieuse, consiste à introduire un moteur de règles dans le système. Un moteur de règle est une brique logicielle qui permet la définition et la gestion de règles métier au sein d'un SI. L'intérêt d'un moteur de règle est de permettre à un utilisateur ASP ne sachant pas « coder » mais ayant des connaissances technico-fonctionnelles de définir les règles et de les modifier par le biais de tableaux de conditions ou d'arbres de décision. Cette tâche, qui nécessite une expertise métier peut donc revenir aux experts ASP. Côté SI, le titulaire du lot dédié aura pour mission de gérer l'interfaçage entre le moteur de règle et le reste du SI.

L'instauration d'un moteur s'inscrirait donc à la fois dans une logique de rationalisation de l'organisation (laisser les agents experts ASP implémenter les règles plutôt que de les expliquer), d'amélioration possible de l'attractivité et de l'intérêt des métiers à l'ASP, et dans une stratégie d'amélioration de l'internalisation des postes clés : puisque la définition de ces règles est un enjeu stratégique majeur de pilotage du SI et de contrôle, cette fonction doit être internalisée pour améliorer la capacité de l'ASP à piloter son SI.

La motivation d'une telle solution est donc simple : sécuriser et faciliter l'implémentation des nouvelles règles métier en offrant plus de flexibilité et de possibilités aux utilisateurs ASP. Cette solution permet d'aller chercher l'expertise là où elle est, de centraliser et versionner les actions prises et d'éviter les frictions liées au travail d'explication des règles de la PAC à des prestataires. Un « POC moteur de règles » pourrait être demandé lors des premiers mois d'exécution du nouveau marché afin de tester la faisabilité.

5.2.3 Prise en compte des conceptions futures (post 2029)

Le nouveau SIGC doit reposer sur une architecture urbanisée, souple, évolutive et adaptée aux futures évolutions de la PAC.

Au-delà du premier périmètre cœur prévu pour 2029, l'ASP aura la possibilité de poursuivre la modernisation de son SI sur la base de cette nouvelle plateforme. Cette modernisation pourra se poursuivre à travers :

- La refonte des modules non impactés par le programme
- L'amélioration de l'expérience utilisateurs (cinématique des parcours, ergonomie, niveau de dématérialisation)

5.3 Présentation des fonctionnalités complémentaires au périmètre cœur

En dehors du périmètre cœur exposé ci-dessus, devant être mis en œuvre a minima pour 2029, il apparaît que plusieurs éléments pourraient venir s'ajouter optionnellement au cœur précédemment présenté.

Ces fonctionnalités doivent encore être confirmées et priorisées avant d'être intégrées au premier jalon du programme de refonte.

5.3.1 Refonte de l'ergonomie des différents parcours usagers (hors surface)

5.3.1.1 Mise en conformité RGAA

Un premier travail de mise en conformité RGAA avec peu d'améliorations ergonomiques pourrait être une cible à atteindre d'ici à 2029. L'ASP pourra faire réaliser ce chantier soit par le titulaire du lot 2, soit par le titulaire du lot 3 soit par les deux.

Le périmètre des applications devant se conformer à la norme RGAA sont : les télédéclarations des aides animales (soit 9 modules différents), la télédéclaration des aides surfaces, le portail TDP qui permet aux bénéficiaires de voir l'état de ses dossiers, le portail de télédéclaration des données de l'exploitant, la télédéclaration de l'assurance récolte et l'application PGL.

Pour autant dans chacun des cas, l'ASP envisage de se limiter aux éléments qui sont réellement nécessaires. A titre d'exemple, adapter l'application PGL aux non-voyants n'a pas de sens puisqu'il s'agit de prendre en photo différents endroits de parcelles agricoles dans une orientation précise.

5.3.1.2 Atteinte de l'architecture cible séparant back, middle et front pour chaque module

Au-delà de la mise en conformité RGAA, actuellement dans le système Isis historique, les interfaces homme machine (IHM) sont intriquées dans les modules d'aides ; cette architecture est aujourd'hui difficile à faire évoluer.

Une variante plus ambitieuse en termes d'architecture technique consisterait à extraire les IHM de leurs modules d'aides vers un module unique dédié. Ce serait alors l'occasion de retravailler plus en profondeur l'esthétique et l'ergonomie, grâce à la souplesse apportée par la séparation techniques des IHM du reste de l'application

5.3.1.3 Mise en place d'une refonte UX-design

Dans le cadre de la préparation de la refonte, l'ASP a interrogé et interroge des exploitants, des organismes de service (OS), des agents, pour connaître leur ressenti et avoir une idée de leurs besoins et leurs demandes. L'interface est l'unique composant visible par les usagers, qu'ils soient exploitants ou agents, c'est pourquoi une grande partie des demandes consiste simplement en des améliorations des interfaces, pour les simplifier, pour en améliorer l'utilisation, et également pour diminuer concrètement le nombre d'étapes nécessaires pour aboutir à un résultat donné. Une refonte et une amélioration en profondeur aurait donc un impact important d'amélioration du SI vis-à-vis du besoin des usagers, bien au-delà de la seule question du RGAA. De telles évolutions aurait également un impact symbolique fort : du point de vue externe, il y aura eu refonte si et seulement s'il y a refonte de l'interface, c'est pourquoi ce sujet est si important.

5.3.2 Améliorations fonctionnelles de l'expérience usagers et de fiabilisation du système

En complément des améliorations ergonomiques, l'ASP envisage également la mise en œuvre d'améliorations fonctionnelles qui permettront au-delà de l'optimisation de l'expérience usagers de sécuriser certains traitements ou de réduire la charge administrative.

5.3.2.1 Dématérialisation de certaines démarches

Aujourd'hui certaines procédures ne peuvent pas être réalisées via telepac et doivent être réalisées via un formulaire papier, envoyé ensuite aux DDTs. C'est le cas notamment du transfert de droits à paiement de base (DPB), des courriers « code telepac », ou encore des pré-imprimés PAB. Dans le cadre de la refonte, l'ASP pourrait se donner pour objectif que chaque procédure puisse être réalisée de façon numérique. Il faut noter que certains exploitants choisissent tout de même d'avoir recours à des formulaires papier dans les cas où une alternative numérique existe. Pour ne pas exclure d'exploitants, l'ASP se propose donc d'offrir une alternative, mais pas d'interdire le recours au papier. Il pourrait néanmoins être envisagé de le numériser, de le lire automatiquement par des technologies de type OCR, avant de renseigner automatiquement, par des technologies RPA, les informations dans telepac. Cela éviterait la ressaisie par les agents en DDTs, source d'erreur.

5.3.2.2 Gestion de l'authentification avec FranceConnect

Une seconde piste consiste en l'**introduction de la connexion via France Connect**, offerte comme une nouvelle possibilité de connexion, l'authentification « traditionnelle » restant possible, avec une amélioration de l'envoi des mots de passe renouvelés chaque année. Ceux-ci sont actuellement envoyés par courrier annuellement. Un renouvellement électronique du mot de passe pourrait être envisagé.

5.3.2.3 Ajout d'API pour les organismes de service et pour les autres administrations

D'autres pistes pourraient également être explorées, comme l'**ajout d'API à destination des organismes de services et des autres administrations** pour faciliter les échanges d'informations, ou encore la mise en place d'une démarche « dites-le nous une fois », qui consisterait à aller chercher automatiquement certaines informations auprès d'autres acteurs publics, pour préremplir et faciliter la télé déclaration. Les demandes pour les aides bovines sont, en ce sens, un cas d'école, puisque l'ASP récupère auprès des établissements départementaux de l'élevage (EDE) le cheptel exhaustif de l'exploitant (avec les âges, sexe, race, durée de détention etc...) et donc ces informations n'ont pas besoin d'être déclarées. Dans le cadre d'une telle démarche, **l'ASP s'appuierait sur les échanges avec les différents usagers pour identifier et préciser au mieux les besoins**. L'enjeu n'est pas de définir les évolutions dans une approche *top-down*, mais bien d'associer les usagers à chaque étape pour cerner le besoin et s'assurer que les évolutions y répondent. Parmi les pistes évoquées ici, certaines pourraient apparaître plus ou moins prioritaires, et d'autres propositions pourront se dégager.

5.4 Respect des recommandations de l'Etat en matière de SI

L'ASP est attachée à **favoriser le logiciel libre**, pour limiter à la fois la dépendance technologique et les coûts de licences, elle envisage donc idéalement de se diriger vers une alternative libre concernant le couple SGBD/SIG. C'est pourquoi elle envisage la possibilité de réaliser des expérimentations avec le titulaire du lot 3 avant d'engager les travaux de conception.

En termes d'accessibilité, et comme évoqué précédemment, les interfaces graphiques du nouveau SIGC devront se conformer au Référentiel Charte graphique de l'Etat (DSFR) et au Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA). A date, le système ISIS historique ne respecte pas pleinement le RGAA (18% selon le dernier audit).

Par ailleurs, l'ASP attend du titulaire la mise en œuvre des pratiques d'éco-conception dans le cadre de la refonte du SIGC afin d'intégrer les impacts environnementaux du numérique dans la conception du programme SIGC en visant directement ou indirectement à allonger la durée des vies des équipements numériques, à réduire la consommation de ressources informatiques et énergétiques des terminaux, des réseaux et des centres de données dans la lignée du Référentiel général d'écoconception de services numériques.

5.5 Modalités de migration entre les SI Isis historique et nouveau SIGC

Afin de limiter les risques et les coûts, les deux SI (Isis historique et nouvel SIGC) n'auront aucune donnée de campagne annuelle en commun (sauf éventuellement le calcul des éléments pour la liquidation MAEC/BIO).

En effet, les données de campagne annuelles sont très volumineuses (il y a 10 millions de parcelles, 6.5 millions d'îlots, 8 millions de Zones de Densité Homogène (ZDH), 30 millions de Surfaces Non Admissibles (SNA), plus des orthophotographies en pyramides annuellement mises à jour, soit plus de 75 To de données dont 4 To pour la base de données) et ont des dépendances d'une année à l'autre. Théoriquement, les données surfaciques ont des interactions sur 3 ans. Pour éviter une migration très lourde et risquée en termes de délai et de charge et éventuellement techniquement impossible, l'ASP souhaite une rupture franche ce qui diminue largement le risque sur l'ensemble des opérations. Ainsi la campagne 2028 sera gérée entièrement dans Isis et la campagne 2029 sera gérée dans le nouvel SI.

L'objectif est d'alléger considérablement le poids de la migration de données et la transition entre les deux SI. Seules les données nécessaires de fin de campagne 2028 seront migrées comme base des couches graphiques 2029. Cela réduit le risque d'adhérence entre les deux systèmes, sachant qu'à minima certains échanges devront avoir lieu depuis le nouveau vers l'ancien système. La plupart des impacts importants devraient être gérés manuellement par les services instructeurs.

Cette approche reste cependant à date conditionnée à l'accord de la Commission Européenne.

6 Contexte des marchés actuels

L'Agence de services et de paiement (**ASP**) a la responsabilité de la mise en œuvre du système d'information qui permet de gérer les aides directes de la politique agricole commune (PAC) : 340 000 agriculteurs et 9 milliards d'euros payés chaque année au titre du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (**SIGC**) regroupant les aides du premier pilier et du deuxième pilier de la PAC. Elle est aussi l'organisme payeur de plus de 35 milliards d'euros d'aides publiques pour plus de 130 administrations et collectivités territoriales.

6.1 Accord-cadre ISIS.2020

La direction des soutiens directs agricoles (**DSDA**) pilote la mise en œuvre de la gestion des aides directes de la PAC à travers le système d'information Isis. Ce système est régi par des prestations d'infogérance via le marché public MP18-19 intitulé « ISIS.2020 » dont la société Capgemini Technology Services est titulaire en tant que maîtrise d'œuvre (**MOE**).

L'accord-cadre ISIS.2020 rassemble l'ensemble des opérations qui concourent, au titre de la maîtrise d'œuvre du système Isis, à l'organisation, au pilotage et à la coordination des actions des acteurs de l'ensemble des prestations dites « opérationnelles » du système Isis.

Il a pour enjeu de permettre de maintenir un niveau de service optimal, en conservant les niveaux de performance du « socle de base » ainsi que les environnements technologiques et fonctionnels actuels, tout en faisant évoluer et en modernisant le système en termes de fonctionnalités, d'usages ou de technologies.

L'accord-cadre, et les marchés subséquents qui lui sont rattachés, ont pour objet des prestations de pilotage et de coordination générale de la maîtrise d'œuvre, de développement, de maintenance et d'exploitation des domaines applicatifs, d'hébergement et de supervision des environnements techniques du système Isis.

Au sein de la DSDA, la Direction Des Opérations (**DDO**) assure un rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage en pilotant les prestations de la MOE. Les effectifs de la DDO, tous localisés à Montreuil-sous-Bois, comprennent des profils fonctionnels et techniques en charge d'expertiser, qualifier, estimer, challenger, piloter et valider les différentes prestations de la MOE.

Le système Isis regroupe les cinq sous-systèmes suivants, gérés au travers de deux marchés subséquents de l'accord-cadre ISIS.2020 :

- **telepac-web** : outil internet dédié aux agriculteurs, aux organismes de services (OS) qui ont reçu délégation de ces derniers, et aux assureurs, permettant la télédéclaration des dossiers de demande d'aides et l'accès à des données administratives via un espace personnel ;
- **telepac-mobile** : outils mobiles (tablette et smartphone) dédiés aux agriculteurs et permettant la géolocalisation et l'envoi de photos et l'accès à des données administratives au travers d'un espace personnel dans lequel les restitutions sont simplifiées par rapport à l'outil internet ;
- **Isis** : outil dédié aux agents de la puissance publique (administration centrale et services déconcentrés du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire : DDT(M)/DAAF et DRAAF, l'ASP et ses directions régionales, collectivités territoriales...), permettant la saisie des déclarations, l'instruction, les contrôles, la valorisation, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dossiers ;
- **Isis-nomade** : outil mobile (tablette) dédié aux contrôleurs permettant l'exécution des contrôles sur le terrain ;
- **Lac de données agricoles** : système dont la finalité est de recueillir toutes les images des bases de données Isis nécessaires aux processus de construction et de maintenance de requêtes, tableaux de bord et indicateurs d'activité, d'élaboration et de suivi des pistes d'audit des données produites, de détection d'éléments déclaratifs frauduleux, et d'interfaçage avec des systèmes partenaires.

Sur l'accord-cadre ISIS.2020 se fondent actuellement deux marchés subséquents :

- Le marché subséquent n°1 en charge des sous-systèmes telepac-web, telepac-mobile, Isis et Isis-nomade, notifié le 31 juillet 2019 avec une date d'effet au 1er septembre 2019 pour une durée de 28 mois (jusqu'au 31 décembre 2021), reconductible 4 fois 1 an ;
- Le marché subséquent n°2 en charge du sous-système Lac de données agricoles, notifié le 24 septembre 2021 pour une durée de 36 mois (jusqu'au 23 septembre 2024), reconductible 2 fois 1 an (sans que la date de fin de la dernière reconduction ne puisse être supérieure à la date de fin de l'accord-cadre de rattachement).

Cet accord-cadre et ses deux marchés subséquents arrivent donc à échéance **au 31 décembre 2025**.

6.2 Marché 3STR

Au système Isis, s'ajoute le Système de Suivi des Surfaces en Temps Réel (**3STR**) qui a pour objet la mise à disposition, au sein d'une infrastructure de Cloud Public, d'images satellitaires du programme européen Copernicus sur lesquelles se basent des traitements d'intelligence artificielle pour en déduire l'évolution des cultures à l'échelle du territoire national.

Le 3STR est pris en charge par le marché MP21-17, intitulé 'Prestations d'hébergement et d'exploitation d'une infrastructure technique de type cloud pour l'utilisation de systèmes d'imagerie et l'exécution de traitements d'intelligence artificielle, en lien avec le processus de monitoring des parcelles agricoles au sein du système d'information Isis', notifié le 20 avril 2022 à la société Serco et dont l'échéance est également au **31 décembre 2025**.

6.3 Marchés d'assistance

Dans le cadre de son fonctionnement interne DSDA, la DDO dispose d'un ensemble de marchés lui permettant de mettre en œuvre plusieurs types d'assistances.

6.3.1 Marché d'assistance à la recette fonctionnelle

L'accord-cadre DSDA MP22-18 intitulé 'Assistance à maîtrise d'œuvre pour des missions en lien aux recettes informatiques' permet de disposer d'une équipe de recette intervenant, **en mode capacitaire**, au sein des équipes DDO. Sur cet accord-cadre, notifié le 21 novembre 2022 à destination de cinq co-attributaires et d'une durée ferme de 4 ans, se fondent deux marchés subséquents :

- Le marché subséquent 22MP18S01, intitulé 'Prestation d'assistance à la recette fonctionnelle pour le système d'information ISIS' et à destination de 3 co-attributaires, permet de renforcer le secteur 'Recette' de la DDO avec une équipe de 10 personnes ;
 - ici, la recette fonctionnelle désigne l'homologation du bon fonctionnement des processus métier au sein des SI, y compris les tests de non régression fonctionnelle, sur la base d'une approche métier de bout en bout ;
 - elle est complémentaire des tests de qualification MOE et constitue en tant que telle, une opération de vérification d'aptitude des logiciels délivrés par les MOE sur les environnements de recette ASP avant les mises en production.
- Le marché subséquent 22MP18S02, intitulé 'Prestation d'assistance au développement d'automates de recette pour le système d'information ISIS' et à destination d'un attributaire, permet de renforcer le secteur 'Support, Automates, Production et Sécurité' de la DDO avec une personne.

Cet accord-cadre et ses deux marchés subséquents devront être renouvelés au cours de **l'année 2026**.

6.3.2 Marché d'assistance fonctionnelle

Sur l'accord-cadre DNSI MP22-26 intitulé 'Assistance pour des missions de pilotage, cadrage, étude, conception, réalisation, construction, maintenance et paramétrage de briques logicielles/techniques', notifié le 12 avril 2023 à destination de cinq co-attributaires, la DSDA a souhaité fonder le marché

subséquent 22MP26S03 intitulé 'Assistance à l'analyse fonctionnelle du système d'information Isis et des évolutions applicatives', notifié le 26 octobre 2023 à deux co-attributaires (SOPRA-STERIA en co-attributaire n°1 et le groupement CGI/AXYUS en co-attributaire n°2) pour une durée de 36 mois reconductible 1 fois pour 20 mois sans que la date de fin de la reconduction ne puisse être supérieure à la date de fin de l'accord-cadre sur lequel le présent marché subséquent se fonde.

Ce marché permet de renforcer l'équipe de référents fonctionnels du service 'Construction des SI' de la DDO depuis le 1^{er} trimestre 2024.

6.3.3 Marché d'audits

Le marché DSDA MP23-10 intitulé 'Prestations d'audits informatiques du programme Isis', notifié le 21 novembre 2023 à la société ORANGE CYBERDEFENSE, permet à la DDO de mener des prestations d'audits sur les cinq thèmes suivants : code, sécurité, organisation et fabrication de logiciels, exploitation et hébergement, et documentation. La durée de ce marché est de 24 mois fermes. Il est reconductible deux fois un an.

6.3.4 Marché d'assistance aux procédures de marché

Le marché DSDA MP23-27 intitulé 'Prestations d'assistance aux procédures de marché pour les évolutions relatives à la gestion des aides du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) de la Politique Agricole Commune (PAC)', notifié le 03 janvier 2024, permet à la DSDA de disposer d'une assistance, depuis janvier 2024, dans la gestion des procédures de marchés du futur accord-cadre SIGC.

Le marché est passé pour une durée de 3 ans à compter de sa notification. Il est reconductible deux fois, pour une période d'un an.

Concrètement, ce marché a pour objectif de prendre le relais de la société BearingPoint sur la stratégie de construction du futur SI pour :

- à court-terme, s'approprier le dossier 'Article 3' afin de pouvoir assister la DSDA dans le cadre des échanges avec la DINUM ;
- toujours à court-terme, s'approprier les pièces des marchés du futur accord-cadre pour les compléter sur les aspects fonctionnels et techniques, par le biais d'éventuelles annexes, afin d'aboutir à des versions complètes des pièces de marchés à l'échéance de septembre 2024 pour le démarrage de la phase 'offres' ;
- toujours à court-terme, et à partir de novembre 2024, assister la DSDA dans les phases d'analyse des offres nécessitant des expertises ponctuelles pour valider la cohérence et la conformité des offres techniques ;
- à moyen-terme, et sur toute la durée du présent marché, assister la DSDA dans ses réflexions pour la construction d'architectures fonctionnelles, applicatives ou techniques, et dans l'exécution d'expérimentations itératives pour concevoir et mettre en œuvre le futur SI.

6.3.5 Marché d'assistance de conseils SI

Sur l'accord-cadre DNSI MP23-06 intitulé 'Assistance pour des missions de conseil, cadrage, étude, audit, organisation, appui méthodologique et accompagnement au changement en lien avec les systèmes d'informations de l'Agence de Services et de Paiement', le 18 décembre 2023, la DSDA a souhaité fonder le marché subséquent 23MP06S01, en cours de passation et intitulé 'Marché d'assistance pour des missions de conseil, cadrage, étude, audit, organisation, appui méthodologique et accompagnement au changement en lien avec le système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) de la politique Agricole Commune (PAC)', afin de disposer d'une assistance, à partir de juillet 2024, dans des prestations de conseils SI.

Le marché est passé pour une durée de 36 mois à compter de sa notification. Il est reconductible de manière tacite 1 fois pour 12 mois sans que la date de fin de la reconduction ne puisse être supérieure à la date de fin d'exécution, fixée au 17 décembre 2027, de l'accord-cadre sur lequel le présent marché subséquent se fonde.

6.3.6 Marché d'assistance technique

Sur l'accord-cadre DNSI MP23-03 intitulé 'Assistance pour des missions de mise en cohérence du Système d'information de l'ASP', la DSDA aurait la possibilité de s'appuyer sur le marché subséquent n°1 DNSI lui permettant d'envisager de renforcer ses compétences techniques internes avec des profils de type 'Urbaniste' ou 'Architecte technique', dans la perspective des travaux de refonte du SI Isis. A ce jour, le besoin d'un tel marché n'est pas avéré.

6.3.7 Marché lié aux traitements de la donnée

Sur l'accord-cadre DNSI MP23-02 intitulé 'Traitement de la donnée et intelligence de la donnée', la DSDA aurait la possibilité de fonder un marché subséquent lui permettant d'envisager de renforcer ses compétences techniques internes autour de la donnée au sein de la direction de programme du lac de données agricoles. A ce jour, le besoin d'un tel marché n'est pas avéré.

6.3.8 Marchés UGAP

En compléments des marchés évoqués précédemment, la DSDA mobilise actuellement deux marchés UGAP :

- Le marché intitulé 'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Application (AMOA) – Lot 2' détenu par la société Onepoint -> par le biais de ce marché, la DDO se renforce en profils 'Recetteur' et 'Référént fonctionnel' ;
- Le marché intitulé 'Conseil SI – Lot 1' détenu par la société Bearingpoint -> par le biais de ce marché, la DDO s'est renforcée avec l'arrivée d'une cellule 'Sécurisation PAC 2023' mandatée par la Dinum, et d'une équipe dédiée 'refonte SIGC' en charge des premiers travaux relatifs à la stratégie achat du futur accord-cadre SIGC et à la refonte du SIGC.

6.4 Les contrats de licences logicielles

6.4.1 Convention de mandat Oracle

Une convention de mandat a été signée entre l'ASP et la société Capgemini afin que celle-ci achète en son nom propre et pour le compte de l'ASP des licences de logiciels Oracle et souscrit des prestations de support nécessaires à l'exécution des prestations d'hébergement du système d'information Isis.

En contrepartie du paiement à Oracle des redevances de licences et de support technique indiquées ci-dessus, pendant une durée de six années à compter du 1^{er} décembre 2019, le mandataire bénéficie d'un droit d'usage des logiciels en déploiement illimité pour un nombre illimité du type de licence associé.

Cette convention prenant fin au **30 novembre 2025**, une nouvelle convention de mandat devra prendre le relais pour couvrir le mois de décembre 2025.

A noter que dans l'attente de la fin du chantier technique de montée de version d'Oracle en v19, une convention de mandat avait été signée entre l'ASP et la société Capgemini afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation de support sur le logiciel Oracle v12c, dont le support standard s'est achevé en juillet 2022. Ladite convention étant annuelle, elle a pris fin à l'achèvement du chantier technique de montée de version en décembre 2023.

6.4.2 Contrat d'entreprise ArcGIS

Un contrat d'entreprise ou « EA » lie l'ASP et la société ESRI France qui est le distributeur exclusif en France de la société ESRI Inc, éditeur et titulaire de l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle sur les logiciels d'information géographique de la gamme ArcGIS.

Ce contrat a été mis en place via un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence se justifiant par les droits d'exclusivité de l'éditeur et conclu pour une durée ferme de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2022.

Un nouveau contrat devra être négocié au cours de l'année 2024 pour un démarrage au **1^{er} janvier 2025**.

Ce périmètre est donc exclu du périmètre de licences à couvrir par le titulaire de ce présent accord-cadre.

6.4.3 Logiciels du lac de données agricoles

Dans le cadre du fonctionnement du lac de données agricoles, trois solutions techniques sont soumises à l'utilisation payante de licences :

- la solution Cloudera permet une gestion optimisée des ressources de cloud. Si la solution est open source, le recours à la version payante permet de garantir l'interopérabilité et la performance de l'ensemble des composants et de réduire les risques de rupture de service, et de faille de sécurité ;
- La solution Dataiku permet de garantir une approche centralisée et standardisée pour l'ensemble des acteurs opérant sur la donnée (analyste, data scientifique, développeurs etc.) et l'automatisation des tâches dans un contexte généralisé de supervision ;
- La solution Vtom (fournisseur Absyss) permet d'ordonnancer les travaux.

L'utilisation de ces trois outils a été contractualisée, dans le cadre du marché subséquent n°2, via des conventions de mandat signées entre l'ASP et la société Capgemini.

La convention pour Cloudera a été mise en œuvre à partir du 18 octobre 2021 pour une durée ferme de 3 ans. Un avenant à la présente convention devra être négocié au cours de l'année 2024 pour procéder à la demande de renouvellement des licences nécessaires à l'exécution des services, en respectant un délai de prévenance de 4 mois courant soit au plus tard avant le **18 juin 2024**.

La convention pour Dataiku a été mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 2022 pour une durée ferme de 3 ans. Un avenant à la présente convention devra être négocié au cours de l'année 2024 pour procéder à la demande de renouvellement des licences nécessaires à l'exécution des services, en respectant un délai de prévenance de 4 mois courant soit au plus tard avant le **1^{er} septembre 2024**.

La convention pour Vtom a été mise en œuvre à partir du 1^{er} mai 2022 pour une durée ferme de 29 mois et une durée complémentaire de 15 mois, soit au total 44 mois permettant d'aller jusqu'au 31 décembre 2025. L'ASP s'est engagée à respecter le délai de prévenance de deux mois soit le **24 juillet 2024** pour la première période de reconduction allant du 24/09/24 au 23/09/25 et le **24 juillet 2025** pour la deuxième période de reconduction allant du 24/09/25 au 31/12/25.

Par ailleurs, l'ASP a souhaité acquérir des licences Microstrategy pour se doter d'un outil de self-BI. Cette acquisition s'est effectuée au travers de l'UGAP.

7 Stratégie contractuelle

Les enjeux de la stratégie contractuelle sont multiples :

- répondre aux attentes de politique achat de l'Etat et à ses grandes orientations via un allotissement adapté aux besoins de l'ASP, à la réalité du tissu fournisseur ayant pour objectif de mobiliser les acteurs les plus performants dans leurs domaines de compétences ;
- viser un achat performant économiquement et rechercher des facteurs d'économie et d'efficacité en concentrant sur un même lot un ensemble cohérent de prestations ;
- favoriser la possibilité d'internaliser à moyen terme certaines prestations afin de renforcer la maîtrise des SI au sein de l'ASP ;
- intégrer des aspects de performances environnementales et sociales.

En termes de découpage contractuel, sont identifiés six accords-cadres différents :

1. une procédure 24-21, intitulée SIGC.2026, couvrant quatre accords-cadres, tous menés via une procédure concurrentielle avec négociation :
 - 1) un accord-cadre 24-21-01, intitulé « **lot 1** », couvrant l'assistance au pilotage et à la coordination des maîtrises d'œuvre et la conception fonctionnelle dans le périmètre des systèmes d'information ISIS historique et nouveau SIGC (à l'exception du lac de données agricoles) ;
 - 2) un accord-cadre 24-21-02, intitulé « **lot 2** », couvrant la TMA du SI Isis actuel ;
 - 3) un accord-cadre 24-21-03, intitulé « **lot 3** », couvrant la construction et la TMA du nouveau SIGC ;
 - 4) un accord-cadre 24-21-04, intitulé « **lot 4** », couvrant l'hébergement, l'exploitation, la supervision et le maintien en condition opérationnelle de toutes les infrastructures en support du SI actuel, du lac de données agricoles et du nouveau SI.
2. un accord-cadre intitulé LDA.2026 et couvrant la TMA du lac de données agricoles ;
3. un accord-cadre intitulé 3STR.2026 et couvrant l'hébergement de l'infrastructure 3STR et la TMA de traitements IA.

La stratégie d'allotissement de l'accord-cadre SIGC.2026 a été construite selon les principes directeurs suivants :

- l'exigence de continuité de service sur le SI actuel conduit à l'identification d'un premier lot dédié à la TMA du SI actuel, même si dans les faits de nombreuses évolutions devront être réalisées sur ce périmètre au regard des évolutions réglementaires à intégrer ;
- au regard de la dette technique importante sur le SI actuel, celui-ci doit être refondu en profondeur. Un deuxième lot permettra de mener le projet de refonte, sans avoir la contrainte de continuité de service. Ce nouveau SI devrait entrer en vigueur en 1^{er} janvier 2029 ;
- disposer d'équipes indépendantes entre la Tierce Maintenance Adaptive (**TMA**) du SI actuel et la refonte du SI afin de répondre à la fois aux enjeux de continuité de service et aux enjeux de refonte ;
- la nécessité d'identifier un lot d'assistance au pilotage afin de renforcer la capacité de l'ASP à répondre aux enjeux de coordination du dispositif global ; opportunément, d'y adjoindre une prestation de conception fonctionnelle pour répondre le plus efficacement possible au niveau élevé de complexité des règles de la PAC et au besoin de factoriser sur un même lot des compétences fonctionnelles au service du SI actuel et du nouveau SI ;

- l'objectif de disposer d'infrastructures d'hébergement gérées par un seul même acteur (hors l'infrastructure 3STR) afin de concentrer dans un même lot les prestations d'achat de ressources techniques et de licences logicielles et de faciliter les interactions entre les différentes infrastructures.

Le graphe ci-dessous récapitule l'ensemble des marchés et lots envisagés avec la symbolique suivante :

- en bleu, les liens de pilotage entre les différents lots et marchés ;
- en blanc, les liens opérationnels entre les différents lots et marchés.

